

Tour d'horizon

Autor(en): **Chouet, Jean-Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **130 (1985)**

Heft 7-8

PDF erstellt am: **27.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344615>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Quand les choses sont au plus mal, elles ne peuvent qu'aller mieux. C'est ce qu'on voudrait oser se répéter à propos du Liban. On n'ose pas. Comme prévu, le retrait de l'armée israélienne, trois ans après l'opération «Paix pour la Galilée», n'a rien amélioré. Un gouvernement fantôme, sorte d'ONU libanaise, disposant, si l'on peut dire, d'une armée qui reflète ses déchirements, sauve l'apparence d'une souveraineté exercée en fait par la Syrie, qui occupe militairement la moitié du territoire et qui, à l'exception d'un bastion chrétien au nord de Beyrouth et de l'étroite zone-tampon où l'armée du Sud-Liban du général Lahad opère pour le compte d'Israël, manipule partout les milices et les petits chefs musulmans – chiites locaux ou pro-iraniens, sunnites, «socialistes» druzes, palestiniens de l'OLP – incapables de rien entreprendre sans le consentement et les armes de Damas.

Son intérêt, celui de la Grande-Syrie, étant que le Liban se putréfie, le président El Assad joue les factions les unes contre les autres. Cela donne de copieux massacres, celui des chrétiens que ne protègent plus ni les promesses de Jérusalem ni, bien sûr, et depuis longtemps, leurs coreligionnaires européens et américains; celui des Palestiniens des camps-forteresses actuellement inutiles contre l'Etat juif, mais devenus gênants pour les chiites

qui entendent dominer eux-mêmes le sud du pays. Cela donne aussi la prise, à la téhéran, des otages passagers de la TWA, un acte de terrorisme dont on a vu, au fil des jours, qu'il bénéficiait de la protection et de la complicité, sinon de l'inspiration, d'un ministre de la Justice, chef de la milice chiite Amal, que seuls d'indécrottables naïfs ont pu prendre pour un «médiateur».

Que la piraterie ait eu pour but principal d'obliger Israël à libérer les 700 et quelques chiites libanais qu'il a incarcérés chez lui au risque de faire douter de son respect des Conventions de Genève, c'est probable. Mais, en s'en prenant à la TWA américaine, et non à ELAL, qui se protège mieux il est vrai, les gangsters et leurs commanditaires ont aussi avoué leur intention de prendre en défaut la puissance des Etats-Unis, comme l'Iran khomeiniste le fit aux temps révolus de Jimmy Carter. Or, qui a intérêt à mettre en échec le président Reagan – lequel a tardivement songé à recourir aux méthodes de la riposte indirecte faute de pouvoir libérer ses compatriotes par une action ponctuelle – sinon l'Union soviétique, alliée dominatrice de la Syrie qu'elle arme et inspire? Dans cette affaire libanaise, on voit donc se manifester l'antagonisme des Super-Grands. Quant à Israël, il est ramené à ses soucis antérieurs à juin 1982. Ses adversaires ne seront plus les

arafatiens d'alors, mais la menace sera identique, voire plus grave. Car les Syriens, revenus directement ou par chiites interposés dans le sud du Liban, seront plus dangereux pour lui que l'OLP et ses armes soviétiques de l'ancienne génération. S'il a gardé son courage de 1967 et de 1973, Israël est en mesure de faire face à ce péril. Pour que la situation devienne réellement dramatique pour lui, il faudrait que le président Moubarak d'Égypte se détourne de la voie pacifique de Sadate et revienne activement dans le «front du refus». On n'en est pas là. Car Le Caire, qui a dans le dos une Libye «populaire» avide de profiter du trouble du Soudan mis en pièces par la conversion de Nimeiry à l'intégrisme islamique, miné par la famine, l'afflux de réfugiés et un récent coup d'État, le Caire a momentanément intérêt à bouger le moins possible.

*
* *

Mise en regard de ce cruel remuement proche-oriental, la guerre sempiternelle entre l'Iran et l'Irak fait figure de routine. Des pétroliers coulés, des raids stériles et sanglants sur des villes, quelques coups de main sporadiques, rien de tout cela n'a servi vraiment, ces derniers mois, les intérêts de l'un ou de l'autre des belligérants. Guerre nationale dont tout le monde paraît se désintéresser, sauf les marchands d'armes, cette guerre n'en reste pas moins d'import-

tance historique, dans la mesure où elle oppose non seulement deux candidats à la suprématie régionale, mais encore deux conceptions de l'islam dont l'une, l'intégriste, ambitionne de s'imposer au monde musulman, en attendant plus, et marque des succès, militaires au Liban, idéologiques ailleurs.

Cette poussée intégriste n'épargne pas l'Afghanistan en guerre contre l'URSS. Mais là, elle ne sert aucun impérialisme islamique; elle fortifie simplement une volonté nationale. Ce qui intéresse les Afghans au premier chef, c'est la libération de leur pays. Et l'on a vu ces derniers mois que leur volonté ne faiblissait pas.

Ce printemps, la résistance afghane a été mise à rude épreuve; elle a dû notamment faire face, dans la vallée du Kunar parallèle à la frontière pakistanaise, à une offensive majeure qui a permis aux Soviétiques de dégager la garnison de Barikot et donc de verrouiller un important passage vers le nord du Pakistan. Il semble bien cependant que les Afghans, comme ils l'avaient fait antérieurement dans la vallée du Panshir, ont réussi à échapper à la destruction. De sorte que rien n'est définitivement acquis pour les Russes. Ceux-ci, malgré leur écrasante supériorité aérienne, mise d'ailleurs en question par une DCA afghane qui, en attendant de meilleurs canons, se sert utilement des mitrailleuses lourdes qui lui viennent de Chine, n'ont pu empêcher la Résistance de détruire, sur la grande

base de Shindand, dans l'ouest du pays, le cinquième de la force aérienne «gouvernementale», grâce, semble-t-il, à la complicité d'aviateurs de cette base. Si l'on note encore que, à la frontière du Béloutchistan, au sud de Kandahar, les Soviétiques, ou leurs vassaux locaux, ont fait tirer leurs armes antichars contre une localité pakistanaise, on doit bien admettre que, partout en Afghanistan, l'occupant se heurte à une guérilla dont ses moyens techniques ne viennent pas à bout, et qu'il ne pourrait paralyser qu'en l'immobilisant sous la masse de ses propres effectifs. Or les Soviétiques, par ailleurs si prodigues de leurs matériels et de leurs munitions, se retiennent toujours de puiser dans leurs réserves centrales. Quelles que soient les raisons de cette économie des forces humaines, elle joue en faveur des Afghans.

*
* * *

Comparées à ces foyers brûlant l'Asie occidentale et centrale, les autres zones de tension ont connu un printemps relativement calme, mais d'un calme auquel il ne faut pas trop se fier. Car les conflits régionaux sont à rebondissements, et ils ont presque tous l'affrontement Est-Ouest en toile de fond. Que ressort-il de leur inventaire sommaire? Au Cambodge, les grosses opérations ont pris fin avec la saison sèche, mais les divisions vietnamiennes se rétablissent sur place, et la

guérilla khmère, chassée de ses bases fixes, poursuit ses actions à l'intérieur et jusqu'aux portes de la capitale avec une intensité constante. Alors que les Chinois, qui entreprennent d'amaigrir leur armée pour la mieux moderniser, se tiennent bien sages sur la frontière du Vietnam. Situation en analogie inverse aux Philippines où la guérilla est communiste et islamique, assez forte pour que le président Marcos ait menacé de faire appel aux Américains, lesquels n'ont aucune propension à se mêler d'une guerre civile au nom du traité de sécurité mutuelle. Car ils ne sont pas les alliés d'un président contesté, mais ceux d'un Etat qui abrite leurs plus grandes bases aérienne et navale du Pacifique-Ouest. Nuance... A l'autre bout du Grand Océan, la France songe à la fois à quitter la Nouvelle-Calédonie et à y renforcer sa présence militaire compte tenu de la position stratégique de ce territoire. Gageure honorable, mais fâcheusement semblable à celle qui fut perdue en Algérie après les accords d'Evian.

Sur le continent africain, où rien n'est définitif dans les litiges du Tchad, du Sahara occidental, de l'Erythrée et de l'Ogaden, ce sont les rapports de l'Afrique du Sud avec ses voisins qui ont retenu l'attention, à juste titre. Les accords de détente militaire conclus en février et mars 1984 avec l'Angola et le Mozambique ont eu des fortunes diverses. Privée, au moins officiellement, de soutien extérieur, la rébellion contre le gouvernement de Maputo ne

semble pas avoir perdu sa virulence. En revanche, le Congrès national africain a dû déménager ses bases au Botswana, où l'armée sud-africaine est allée les frapper tout comme elle le faisait pour les repaires de la SWAPO en Angola. Ce qui indique que, à Pretoria, on n'est pas près de renoncer aux avantages de l'action dite «préemptive». Pour ce qui est de l'Angola, il est clair que la normalisation ne deviendra réelle que le jour où le corps expéditionnaire cubain aura plié bagage. Mais le gouvernement de Luanda n'est ni en état de se passer d'un concours étranger qui le protège contre la subversion nationaliste de l'UNITA, ni de force à exiger de Fidel Castro – et de M. Gorbatchev – l'évacuation d'un contingent placé là dans l'intérêt de leur commune stratégie.

Cela nous amène aux troubles de l'Amérique centrale. Les Etats-Unis ne relâchent pas leur soutien au gouvernement du Salvador qui est leur allié et se défend contre une insurrection marxiste; ils doivent, parce que leur Congrès ne veut rien de plus, se contenter de donner aux «Contras» du Nicaragua un secours qualifié d'humanitaire. Mais, alors même que le président Reagan recherche – il l'a dit clairement en juin – des solutions politiques et non militaires en Amérique centrale, le Pentagone s'efforce d'élucider les conditions d'un éventuel «casus belli». Il semble que ces conditions ne seraient remplies que si le gouvernement de Managua se

dotait d'une aviation de combat à hautes performances et s'il accordait à l'URSS une ou plusieurs bases militaires. Le bon côté de ces spéculations, c'est qu'elles confirment que Washington s'intéresse beaucoup plus à la capacité agressive du Nicaragua prosoviétique qu'à un régime intérieur qui n'est pas son affaire.

*
* *

Aucun élément vraiment nouveau n'est apparu ce dernier trimestre dans la stratégie européenne. Seul fait marquant, le renouvellement de la confiance que les Grecs accordent au régime socialiste de M. Papandréou promet à l'OTAN la prolongation de ses soucis dans le secteur Sud-Europe. Non pas que le différend turco-hellénique qui l'affaiblit dépende de la couleur du pouvoir en place à Athènes, mais parce qu'il est essentiel pour la défense atlantique et méditerranéenne que les bases que les Américains évacueront entre 1988 et 1990 restent à sa disposition. Or, à cet égard, le gouvernement grec n'a donné aucune assurance.

Cela étant constaté, on renoncera, pour une fois, à épiloguer sur les négociations mi-techniques mi-polémiques relatives aux divers étages d'armements, car il n'en sort encore rien de concret, ce qui n'est pas surprenant, et sur la marche de tortue, ou de crabe, de l'Europe occidentale vers la mise à jour de sa force classique.

Et l'on relèvera seulement deux faits qui auront peut-être leur signification: un, le président Reagan ne se presse pas de déclarer caduc pour les Etats-Unis l'accord SALT 2 de limitation des armements nucléaires stratégiques, jamais ratifié mais néanmoins observé; et deux, l'URSS demande que soit inscrite dans le cadre des mesures «créatrices de confiance» imaginées par la Conférence sur la

sécurité et la coopération en Europe l'annonce des manœuvres navales comme celle des manœuvres terrestres. Ce qui ne changerait rien à rien dans les préparatifs réels d'une agression possible, mais souligne l'intérêt que la flotte soviétique, en prodigieuse ascension depuis trente ans que l'amiral Gortchkov la commande, porte à tous les mouvements de ses rivales.

J.-J. C.



«Beijing-Information»